

# **Formulation non sexiste des actes législatifs au canton de Berne**

---

## **Historique**

Le 22 septembre 1987, la Commission de rédaction du canton de Berne a arrêté des directives concernant l'égalité des sexes lors de l'établissement de textes de loi. Tout en respectant la compétence des autorités politiques responsables de décider en dernier ressort du libellé des textes législatifs, les directives fixaient une réglementation uniforme applicable à tous les textes législatifs cantonaux. Elles imposaient l'adoption, dans toute la mesure du possible, de termes neutres, donc non discriminatoires, et l'utilisation de la forme masculine et de la forme féminine dans les cas où un terme neutre fait défaut. La forme masculine restait utilisable pour les syntagmes et pour les révisions partielles d'actes législatifs, notamment lorsqu'un terme neutre n'était pas disponible. Lors de la session de septembre 1989, le Grand Conseil bernois a adopté, contre l'avis du Conseil-exécutif, le postulat Schmid (Rüti b.B.) qui demandait que soit examinée la possibilité de supprimer l'obligation d'utiliser conjointement les formes masculine et féminine lorsqu'un terme neutre n'existe pas.

La Commission de rédaction a entrepris de réexaminer ses directives. Avant de les réviser, elle a attendu le résultat de l'étude menée par un groupe interdépartemental à la Confédération et la décision des Chambres fédérales à ce sujet. Elle a également pris connaissance des directives émises par la section germanophone de la Conférence des directeurs de l'instruction publique le 19 septembre 1992.

## **Motifs de la révision**

En comparant les directives de 1987 avec les conclusions du rapport du 22 septembre 1992 concernant la formulation non sexiste des textes législatifs adopté par les Chambres fédérales, la Commission de rédaction a constaté

que la réglementation cantonale était très semblable à celle de la Confédération. La révision des directives de 1987 ne contient par conséquent pas de modifications fondamentales. Elle remplit le mandat que lui avait assigné le Grand Conseil par le biais du postulat Schmid susmentionné et permet de rapprocher au maximum les réglementations cantonale et fédérale. Enfin, elle offre l'occasion d'introduire une disposition concernant le traitement différencié des deux langues officielles du canton de Berne.

### **Remarques concernant les directives du 11 décembre 1992**

Les actes législatifs cantonaux doivent être conçus de manière à respecter le principe de l'égalité des sexes (ch. 1). Les actes législatifs ne doivent pas être simplement rédigés, mais bien plutôt pensés de manière non sexiste. Cette réglementation impose à l'auteur d'un acte législatif de veiller au respect de l'égalité des sexes au cours de toutes les phases de l'élaboration du texte.

L'application de la solution dite créative, proposée par le rapport du groupe de travail interdépartemental de la Confédération, doit assurer que le libellé des textes réponde au principe de l'égalité des sexes (ch. 2). Parmi les différents procédés prévus par la solution créative, la reformulation du texte ou la conception du texte de manière non sexiste ainsi que l'utilisation de formes neutres ou épécènes passent avant l'emploi de la forme masculine conjointement avec la forme féminine à moins qu'il soit indiqué de mentionner expressément les hommes et les femmes comme des sujets actifs.

L'ancienne réglementation prévoyait la forme masculine pour les syntagmes; selon la nouvelle, il n'est possible de déroger au principe de l'égalité des sexes qu'exceptionnellement (ch. 3).

La disposition du chiffre 4 permet de tenir compte des différences entre les langues française et allemande; la concordance sémantique doit être assurée.

Selon le chiffre 5, la solution créative est également applicable aux modifications d'actes législatifs pour autant que la compréhension du texte et son

homogénéité n'en pâtissent pas.

Les directives de la Commission de rédaction concernant une formulation des actes législatifs qui respecte l'égalité des sexes ont été portées à la connaissance du Grand Conseil par le biais du rapport de gestion de la Chancellerie d'Etat 1992 (cf. p. 9).

GÉRARD CAUSSIGNAC, BERNE

***Richtlinien der Redaktionskommission vom 11. Dezember 1992 betreffend die sprachliche Gleichbehandlung in der Gesetzessprache***

*Die Redaktionskommission hat,*

*in Kenntnis*

- *des Berichts der interdepartementalen Arbeitsgruppe der Bundesverwaltung betreffend die sprachliche Gleichbehandlung von Frau und Mann in der Gesetzes- und Verwaltungssprache vom Juni 1991,*
- *des Berichts der parlamentarischen Redaktionskommission der eidgenössischen Räte vom 22. September 1992,*

*in Erwägung,*

- *dass eine einheitliche Regelung für alle kantonalen Erlasse anzustreben ist,*
- *dass die Zweisprachigkeit in besonderen Fällen abweichende Lösungen erfordern kann,*
- *dass der letzte Entscheid über die Formulierung der Erlasse bei den politisch verantwortlichen Behörden liegt,*

*die folgenden Richtlinien aufgestellt:*

1. *Erlasse sind von Grund auf so zu gestalten, dass sie in inhaltlicher, systematischer und sprachlicher Hinsicht der Gleichberechtigung von Frau und Mann Rechnung tragen.*

2. *Erlasse sollen Frau und Mann durch Umformulierung von Sätzen und Satzteilen, geschlechtsneutrale Bezeichnungen und durch Paarbildung sprachlich gleich behandeln (kreative Lösung). Dabei sind folgende Grundsätze zu beachten:*
  - a *Die Gleichbehandlung der Geschlechter in der Gesetzessprache soll in erster Linie durch Umformulierung oder durch geschlechtsneutrale Bezeichnungen sichergestellt werden. (Beispiele: Schulleitung, Lehrkräfte, Ersatzmitglied; "Die Kinderzulage wird mit dem Lohn ausgerichtet" statt "Die Ausrichtung der Kinderzulage obliegt dem Arbeitgeber").*
  - b *Stehen keine Umformulierungen oder geschlechtsneutralen Bezeichnungen zur Verfügung oder ist es angezeigt, Frauen und Männer als handelnde Personen ausdrücklich zu erwähnen, ist kumulativ die weibliche und die männliche Form aufzuführen (Paarbildung; Beispiel: Schülerinnen und Schüler). Auf Abkürzungen (SchülerInnen, Schüler/innen) ist zu verzichten.*
3. *Bei zusammengesetzten Begriffen darf ausnahmsweise auch eine geschlechtsspezifische Form verwendet werden.*
4. *Lassen die Regeln der beiden Amtssprachen keine einheitliche Lösung zu, so können im deutschen und im französischen Text abweichende Lösungen getroffen werden, sofern die sinngemässe Übereinstimmung der beiden Sprachfassungen gewährleistet ist.*
5. *Auf formelle Teilrevisionen aus rein sprachlichen Gründen wird verzichtet. Bei der Änderung einzelner Artikel ist nach kreativen Lösungen zu suchen, soweit die Verständlichkeit und das Erscheinungsbild des gesamten Erlasses nicht beeinträchtigt werden.*

Bern, 11. Dezember 1992

Im Namen der Redaktionskommission:  
Der Staatsschreiber:

Dr. K. Nuspliger

**Directives de la Commission de rédaction du canton de Berne du 11 décembre 1992 concernant une formulation des actes législatifs qui respecte l'égalité des sexes**

La Commission de rédaction,

ayant pris connaissance

- du rapport sur la formulation non sexiste des actes législatifs et administratifs présenté au mois de juin 1991 par un groupe de travail interdépartemental de la Confédération,
- du rapport présenté le 22 septembre 1992 par la commission de rédaction des Chambres fédérales,

considérant

- qu'il est souhaitable de soumettre la rédaction de tous les actes législatifs cantonaux à une réglementation uniforme,
- qu'il peut s'avérer nécessaire, dans certains cas, de formuler différemment les versions française et allemande d'un acte législatif,
- qu'il appartient aux autorités politiques compétentes de décider, en dernier ressort, du libellé des actes législatifs,

adopte les directives suivantes:

1. Les actes législatifs doivent être conçus de manière à respecter, du point de vue du fond, de la systématique et de la langue, le principe de l'égalité des sexes.
2. Le libellé des actes législatifs doit respecter l'égalité des sexes. A cet effet, il est appliqué la solution dite créative, c'est-à-dire la combinaison des procédés suivants: reformulation du texte, utilisation de formes neutres ou épïcènes et utilisation conjointe de la forme masculine et de la forme féminine. Les principes suivants doivent toutefois être respectés:
  - a La formulation des actes législatifs respectant l'égalité des sexes doit être réalisée en priorité par la reformulation du texte ou par l'emploi de formes neutres ou épïcènes (exemples: direction de l'école, corps enseignant, membre suppléant; "L'allocation pour enfant est versée avec le salaire" au lieu de "Le versement de l'allocation pour enfant incombe à l'employeur").

- b *S'il n'est pas possible de reformuler le texte, qu'il n'existe pas de forme neutre ou épïcène ou qu'il soit indiqué de mentionner expressément les hommes et les femmes comme des sujets actifs, la forme masculine et la forme féminine sont utilisées conjointement (exemple: les instituteurs et les institutrices). L'utilisation d'abréviations telles qu'instituteurs/trices, prêtre(sse) est proscrite.*
3. *Les syntagmes peuvent exceptionnellement déroger au principe de l'égalité des sexes.*
4. *Si, pour des raisons d'ordre linguistique, il est impossible de formuler de la même façon les versions française et allemande d'un acte législatif, l'adoption d'une solution différenciée est admise pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à la concordance sémantique des deux textes.*
5. *Il n'est pas opéré de révision partielle pour des motifs exclusivement linguistiques. Lorsque la révision ne porte que sur quelques articles, on applique la solution créative dans la mesure où la compréhension du texte et son homogénéité n'en pâtissent pas.*

*Berne, 11 décembre 1992*

*Au nom de la Commission de rédaction,  
le chancelier:*

*Kurt Nuspliger*

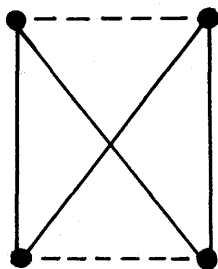
## Berichtigung

---

Im Aufsatz von Max Baumann "Caligula oder Anmerkungen zur Publikationspraxis schweizerischer Gesetzgeber" (Gesetzgebung heute 1992/3, S. 51 - 72) hat sich auf Seite 66 eine neue Art von Druckfehler eingeschlichen. In der Darstellung des Bewertungs-Rasters (nach Kalverkämper) sind ausgerechnet die graphischen Elemente (Bezugspunkte und Verbindungslinien) weggelassen worden. Wir möchten uns für dieses Versehen beim Autor entschuldigen und drucken Ziffer 5.4 von Seite 66 mit dem vollständigen Schema noch einmal ab.

5.4 Was lässt sich überhaupt bildlich darstellen? Hartwig Kalverkämper<sup>1</sup> schlägt für die *inhaltliche* Bewertung bildlicher (graphischer) Darstellungen folgenden Raster vor.

STATISCH  
(Ist-Zustand)



DYNAMISCH  
(Handlungs- und Fakten-  
abläufe; "narrativ", mit  
Richtungssemantik; Inter-  
pretationsangebot)

PUNKTUELL  
(isoliertes Objekt)

SYSTEMATISCH  
(Anordnung; Bezug zwi-  
schen Einzelbildern/isolier-  
ten Objekten; Vernetzung)

Gerade für den Einsatz graphischer Mittel bei der Gestaltung juristischer Texte - z.B. im Bereich des Verfahrensrechtes - dürfte diese Gliederung wertvolle Hinweise geben.

---

<sup>1</sup> HARTWIG KALVERKÄMPER (Herausgeber der Schriftenreihe Forum für Fachsprachen-Forschung), "Das fachliche Bild" (zur Zeit im Druck); ich danke dem Verfasser für die Überlassung des Typoskriptes.

# Veranstaltungskalender - Calendrier - Calendario Chalender

---

## 1. Murtener Gesetzgebungsseminare

Die Seminare sollen den Teilnehmerinnen und Teilnehmern durch Referate, Erfahrungsaustausch und Gruppenarbeiten Kenntnisse vermitteln über praktische Methoden für die Erarbeitung von Gesetzen, über die sprachlich einfache und adressatengerechte Formulierung von Erlassen und über den Aufbau und die Systematik von Erlassen.

*Seminarleitung:*

*Prof.Dr. Thomas Fleiner-Gerster, Institut für Föderalismus, Freiburg  
(037/21'95'92)*

*lic.phil. Werner Hauck, Schweizerische Bundeskanzlei, Bern  
(031/61'37'34)*

### Seminar I

Thema: Allgemeine Fragen der Gesetzesredaktion  
Datum: Mittwoch, 17. November - Freitag, 19. November 1993  
Mittwoch, 4. Mai - Freitag, 6. Mai 1994  
Ort: Murten, Hotel "Weisses Kreuz"  
Referate: Thomas Fleiner  
*Wie schreibt man einfache Gesetze?*  
*Normtypen und Gesetzmässigkeit der Gesetzessprache*  
Peter Gauch  
*"Vertrag als Gesetz der Parteien": Bemerkungen zu Dok-  
trin und Praxis*  
Werner Hauck  
*Einfache Gesetzessprache. Nicht nur ein Sprachproblem*  
Daniel Thürer  
*Europarecht und Gesetzgebung von Bund und Kantonen*



**Seminar II**

- Thema: Delegationsnormen und Übergangsrecht  
Datum: Mittwoch, 2. März - Freitag, 4. März 1994  
Ort: Murten, Hotel "Weisses Kreuz"  
Referate: Thomas Fleiner  
*Die Formulierung der Delegationsnorm*  
*Die Formulierung von Übergangsbestimmungen*  
Peter Hänni  
*Das Verhältnis von Gesetz und Verordnung im Lichte der Praxis des Bundesgerichts*  
Werner Hauck  
*Was kann die sprachliche Prüfung von Erlassen leisten?*  
Georg Müller  
*Die Verteilung der Rechtsetzungsbefugnisse im demokratischen Rechtsstaat*

**2. Séminaires de méthode législative**

Ces séminaires ont pour but de familiariser les participantes et participants avec la démarche méthodique en matière d'élaboration d'actes législatifs. Ils les amènent à s'interroger sur leur propre pratique et leur offrent la possibilité d'appliquer les méthodes et techniques proposées dans le cadre d'exercices pratiques. Les séminaires ne s'adressent pas seulement aux juristes. Ils sont ouverts à toutes les personnes qui s'intéressent aux problèmes posés par la préparation d'actes législatifs.

*Direction des séminaires:*

*Jean-Daniel Delley, Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives, Faculté de droit, Université de Genève, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, Tél. 022/ 705 85 23 ou 022 705 85 34*

## **Session introductive**

Aura lieu du 3 au 5 novembre 1993 à Montreux

*Renseignements et inscriptions:*

*Madame D. Ntarataze, Département de droit constitutionnel, Faculté de droit, UNI MAIL, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, tél. 022/ 705 85 20/23, fax 022/ 705 85 36.*

## **3. Séminaire de simplification des procédures**

Le séminaire vise à analyser la complexité des procédures, à expliquer les raisons qui ont contribué à la création de cette situation et à tenter de déterminer s'il est possible de simplifier les procédures tout en garantissant un respect optimal des intérêts privés et publics en cause. Le séminaire est destiné aux fonctionnaires communaux, cantonaux et fédéraux s'occupant de l'aménagement du territoire ou de la protection de l'environnement tribunaux et instances administratives intéressés par la problématique.

*Direction du séminaire:*

*Charles-Albert Morand, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève.*

Date: Mercredi, 6 octobre - vendredi, 8 octobre 1993

Lieu: Crans-sur-Sierre

*Renseignements et inscriptions:*

*Madame D. Ntarataze, Département de droit constitutionnel, Faculté de droit, UNI MAIL, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, tél. 022/ 705 85 20/23, fax 022/ 705 85 36.*

#### **4. Einführung in die Rechtsetzungslehre. Vorlesung und Seminar**

Prof. Dr. Georg Müller wird im Wintersemester 1993/94 eine Veranstaltung zur Rechtsetzungslehre halten. Die Veranstaltung findet jeweils montags 16.15 - 18.00 Uhr statt (Beginn 25. Oktober 1993). Der erste Teil der Veranstaltung ist als Vorlesung konzipiert. Ergänzend zu dieser Vorlesung sollen in der zweiten Semesterhälfte in Gruppen konkrete Probleme der Rechtsetzung bearbeitet werden, die Gegenstand eines abschliessenden Seminars sein werden. Dieses ganztägige Seminar wird an einem noch festzulegenden Tag im März oder April 1994 ausserhalb der Universität stattfinden. Thema der Gruppenarbeit und des Seminars: Probleme der Methode, des Verfahrens und der Technik der Rechtsetzung am Beispiel der Raumplanungs- und Baugesetzgebung (Vergleiche der Gesetze des Kantons Zürich und des Kantons Aargau).

*Auskünfte und Anmeldung:*

*Rechtswissenschaftliches Seminar der Universität Zürich, Lehrstuhl für Staats- und Verwaltungsrecht und Gesetzgebungslehre, Wilfriedstrasse 6, 8032 Zürich, Tel. 01 / 257 30 03. Anmeldung für das Seminar spätestens in der ersten Vorlesungsstunde, am Montag, 25. Oktober 1993.*

#### **5. Jahrestagung der Deutschen Gesellschaft für Sprachwissenschaften 1994**

Thema: Sprachkontakte, Mehrsprachigkeit, Übersetzung  
Datum: Mittwoch, 9. März - Freitag, 11. März 1994  
Ort: Münster (BRD)

*Auskunft:*

*Rudolf Emons, Philosophische Fakultät, Universität Passau, Innstrasse 40, D-94030 Passau, Tel. 0851/509-262.*

## 6. Incontri di Ascona sul plurilinguismo

### Ascona-Tagungen über die Mehrsprachigkeit

- Thema: Frontiere linguistiche / Sprachengrenzen  
 Datum: 26. - 28. agosto / August 1993  
 Ort: Centro Monte Verità, Ascona  
 Referate: Sandro Bianconi - Bruno Moretti  
*Spostamenti della frontiera linguistica italiano*  
 Jean-Jaques Furer  
*Vous avez dit frontière linguistique romanche-allemand?*  
 Jean-Blaise Grize  
*Penser, c'est transgresser les frontières*  
 Georges Lüdi  
*Frontières linguistiques: géographiques ou mentales?*  
 Clà Riatsch  
*Zwischen Pathos und Spiel. Bündnerromanische Literatur und Sprachgrenze*  
 Iwar Werlen  
*Bern - der Brückenkanton*  
 Uli Windisch  
*Les paradoxes du plurilinguisme suisse*

#### Auskunft:

Prof. Sandro Bianconi, Osservatorio linguistico della Svizzera italiana,  
 Bibliotheca cantonale, v. Cappuccini 12, CH-6600 Locarno)